



## 1. Les principales étapes de l'action internationale face au changement climatique

<b>1988</b> <b>Création du GIEC</b>	Organisme scientifique chargé par l'ONU de mesurer le changement climatique et ses effets.
<b>1992</b> <b>Sommet de la Terre à Rio</b>	Signature de la Convention sur les changements climatiques par 150 États donnant naissance aux COP annuelles (Conférence des parties).
<b>1997</b> <b>COP3 : Protocole de Kyoto</b>	Premier accord international visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Ne concerne que les pays développés et n'est pas ratifié par les États-Unis <sup>1</sup> .
<b>2015</b> <b>COP21 : Accord de Paris</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• 195 États s'engagent à réduire leurs émissions de gaz à effets de serre afin de limiter la hausse du réchauffement climatique à 2°C d'ici 2100.</li><li>• L'accord prévoit aussi une aide financière aux pays en développement pour qu'ils fassent leur transition écologique (100 milliards de \$ annuels).</li></ul>
<b>2021</b> <b>COP26 à Glasgow : Pacte de Glasgow</b>	196 États et l'UE se réunissent pour maintenir le réchauffement de la planète sous les 2°C et limiter l'emploi des énergies fossiles.

1. Confirmé par le Parlement.

## 2. COP26 : quels sont les points du texte les plus critiqués après l'accord trouvé à Glasgow ?

Ils ont fini par trouver un accord. Les 196 pays de la COP26 ont adopté, samedi 13 novembre, à Glasgow, en Ecosse (Royaume-Uni), un pacte pour accélérer la lutte contre le réchauffement de la planète. Mais les critiques fusent déjà sur les limites de ce texte.

### Des contraintes insuffisantes pour limiter la hausse de température à 1,5°C

Certes, l'objectif de contenir à 1,5°C la hausse de la température d'ici à la fin du siècle est maintenu. La déclaration "réaffirme", en effet, qu'il faut "poursuivre les efforts [en vue] de limiter l'augmentation de la température à 1,5°C". Mais les moyens d'y parvenir ne suivent pas. Selon les prévisions du Giec<sup>1</sup>, la planète se trouve sur une trajectoire "catastrophique" de réchauffement de 2,7°C par rapport à l'ère pré-industrielle, ou de 2,4°C au mieux, selon une étude publiée en fin de semaine.

Dans sa version finale, l'accord appelle les États membres à relever dès 2022 leurs engagements de réductions d'émissions de gaz à effet de serre par rapport à ce que prévoyait l'accord de Paris. Mais il ouvre la porte à des aménagements pour "circonstances nationales particulières", ce qui a suscité une pluie de critiques des associations de défense de l'environnement et des pays les plus concernés par le réchauffement.

"La révolution attendue n'a pas eu lieu. Si l'objectif de 1,5°C reste sur la table, les engagements pris nous mènent toujours vers un scénario catastrophique de réchauffement de +2,4°C à l'horizon 2100 par rapport à l'ère préindustrielle, et le texte de décision finale ne contient pas de disposition suffisamment contraignante pour combler rapidement le fossé avec l'objectif de l'accord de Paris", fustige ainsi Greenpeace<sup>2</sup>.

"Il n'y a pas de temps à perdre", réagit de son côté la spécialiste du climat argentine Inés Camilloni, une des expertes du Giec.

"Il faudrait réduire les émissions de gaz à effet de serre de plus de 7% chaque année, et cette année, elles ont encore augmenté. Plus les pays tardent (à mettre en œuvre leurs engagements), plus l'objectif (de limitation des températures) sera difficile à atteindre." Ines Camilloni, climatologue et experte du Giec après la conclusion de l'accord.

La réaction des Maldives, pays archipel menacé d'être submergé par la montée des eaux de l'océan Indien, a été lapidaire<sup>3</sup> : "Nous rappelons au monde que nous avons 98 mois pour réduire de moitié les émissions mondiales. La différence entre 1,5 et 2°C est pour nous une condamnation à mort."

### Pas de garantie sur l'aide aux pays pauvres

Autre sujet de mécontentement : le dossier de l'aide aux pays pauvres n'a toujours pas été résolu. Echaudés<sup>4</sup> par la promesse non tenue des pays les plus riches de porter, à partir de 2020, leur aide pour le climat à 100 milliards de dollars par an, les pays pauvres demandaient une compensation financière pour les dommages déjà subis. Ils sont, en effet, les plus touchés par les tempêtes, sécheresses et canicules provoquées par le changement climatique, un phénomène pour lequel leur responsabilité est très faible.

Mais les pays développés s'y sont opposés. Et au premier rang d'entre eux, les Etats-Unis, qui redoutent de possibles conséquences juridiques. Les Etats pauvres ont fini par céder. Ils ont accepté une poursuite du dialogue afin de ne pas perdre les avancées sur la lutte contre le réchauffement, dont les effets les menacent déjà directement. Mais ils se sont dit "extrêmement déçus". "C'est une insulte aux millions de personnes dont les vies sont ravagées par la crise climatique", a commenté Teresa Anderson, de l'ONG<sup>5</sup> ActionAid International. "Il y avait d'énormes attentes (...), mais les pays riches les plus responsables du réchauffement climatique, en particulier les Etats-Unis, se sont bouchés les oreilles", déplore l'association.

"Les pays riches, historiquement responsables des émissions de gaz à effet de serre, doivent faire plus", surenchérit le Réseau Action Climat, une fédération regroupant des associations mobilisées contre le réchauffement climatique. Sa responsable chargée des Politiques internationales, Aurore Mathieu, a jugé sur franceinfo, dimanche 14 novembre, que la COP n'a apporté "aucune réponse concrète pour les communautés touchées par le réchauffement".

### **Un engagement revu à la baisse sur le charbon**

Troisième sujet qui fâche : le texte est moins contraignant que prévu sur la fin de l'exploitation du charbon. Certes, les mots "énergies fossiles" figurent dans le document final, ce qui est inédit à ce niveau. Les énergies fossiles, principales responsables du réchauffement de la planète, n'étaient ainsi même pas citées dans l'accord de Paris. Mais la formulation sur la fin du recours au charbon a été atténuée jusqu'au dernier moment avant l'adoption en plénière, sous le poids notamment de la Chine et de l'Inde.

La version finale appelle à "intensifier les efforts vers la diminution progressive du charbon sans systèmes de capture (de CO<sub>2</sub>) et à la sortie des subventions<sup>6</sup> inefficaces aux énergies fossiles", alors que la version précédente, elle, parlait de "disparition progressive du charbon". La Suisse et l'Union européenne ont d'abord tenté de s'y opposer, note la journaliste du Monde Audrey Garric sur Twitter. Mais en vain.

Finalement, la version indienne l'a emporté. Une "pilule amère à avaler", mais acceptée "pour le bien commun", a regretté la représentante du Liechtenstein à la COP26, résumant de nombreuses interventions de délégués. Et même le président britannique de cette 26<sup>e</sup> conférence mondiale pour le climat, Alok Sharma, s'est dit, d'une voix émue et les larmes aux yeux, "profondément désolé" de ce dénouement.

D'après [https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/cop26/cop26-quels-sont-les-points-du-texte-les-plus-critiques-apres-l-accord-trouve-a-glasgow\\_4844487.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/cop26/cop26-quels-sont-les-points-du-texte-les-plus-critiques-apres-l-accord-trouve-a-glasgow_4844487.html)

1. GIEC : Groupe d'experts intergouvernemental sur le changement climatique. Organisme créé par l'ONU en 1988 chargé d'évaluer le changement climatique, ses effets et les solutions pour le limiter.
2. Greenpeace : ONG de protection de l'environnement créée en 1971.
3. Lapidaire : court et sec.
4. Echaudés : déjà déçus une première fois.
5. ONG : organisation non gouvernementale. Institution indépendante des Etats visant le bien-être des sociétés.
6. Aide financière.